

L'EDITOpar **Martial DUMONT**

Hara-kiri syndical

Ainsi donc, au moment où les syndicats ont très mauvaise presse pour leurs méthodes d'action considérées par une bonne partie de la population comme une prise d'otages, (on ne parle pas ici des motifs), au moment où ils tentent de se départir de cette image de portefeuilles des partis politiques (et singulièrement du PS), la CGSP wallonne (Centrale générale des services publics), elle, annonce clairement la couleur : il faut faire tomber le gouvernement Michel.

Dites, vous pensez qu'ils le font exprès à la CGSP ? Comment désormais vont-ils pouvoir faire croire que la contestation sociale n'est pas pilotée politiquement ? Comment faire passer le message que, comme nous l'écrivions hier, le combat qui est mené est celui d'une philosophie sociale, d'une vision de la société, plutôt qu'une partie de billard à bande dans laquelle le PS tient habilement la queue dans l'ombre ?

Le syndicalisme est en crise dans notre pays. Et particulièrement en Wallonie. Parce qu'il n'a pas su se renouveler, trouver les ressources pour s'adapter à son temps.

Son but, la défense des travailleurs, est resté noble. L'action elle, est vieillotte. Alors, si en plus de cette image poussiéreuse et caricaturale de manifestants en sacs-poubelle autour d'un brasero, les syndicats s'enfoncent un peu plus en donnant celle d'un bras armé politique, il ne faudra pas s'étonner s'ils perdent définitivement le peu de crédit qu'il leur reste auprès de la population.

Ce qu'a fait la CGSP est terrible et confine au hara-kiri. Et doit rendre dingues tous ceux qui se battent au quotidien pour maintenir à flot une lutte sociale crédible et une certaine vision de la société.

Il y a peu, Di Rupo estimait que le gouvernement Michel faisait reculer le pays au Moyen Âge. Visiblement, une partie des syndicats a décidé de donner au Premier ministre un coup de main pour remonter dans le temps. Sans tenir compte non plus des conséquences. Faire tomber le gouvernement ? OK. Et après, quoi ? On revote ? On scinde le pays ? « On se bat pour les travailleurs » disent-ils. Mais en cas de chaos, qui seront les premiers à trinquer si ce ne sont ces mêmes travailleurs ?